Archipel

Études interdisciplinaires sur le monde insulindien

97 | 2019

Varia

Singapour : l'énigme territoriale

Singapore: The Territorial Enigma

Rodolphe De Koninck

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archipel/1078>

DOI : 10.4000/archipel.1078

ISSN : 2104-3655

Éditeur

Association Archipel

Édition imprimée

Date de publication : 11 juin 2019

Pagination : 241-268

ISBN : 978-2-910513-81-8

ISSN : 0044-8613

Référence électronique

Rodolphe De Koninck, « Singapour : l'énigme territoriale », *Archipel* [En ligne], 97 | 2019, mis en ligne le 16 juin 2019, consulté le 16 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/archipel/1078> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archipel.1078>

Association Archipel

RODOLPHE DE KONINCK¹

Singapour : l'énigme territoriale

Introduction : un jeune État

La découverte de Singapour

Le 26 mai 1967, au terme d'un voyage de 45 jours en provenance du Québec, je suis arrivé à Singapour afin d'y poursuivre mes études de doctorat. En chemin, j'avais fait plusieurs escales, de quelques jours à une semaine chacune, dans une dizaine de villes, en l'occurrence Bruxelles, Bordeaux, Rome, Athènes, Istanbul, Téhéran et Ispahan, Calcutta, Rangoon et Bangkok. À chacune de ces escales, y compris dans les trois premières villes qui m'étaient déjà familières, tout particulièrement Bordeaux où j'avais étudié de 1963 à 1965, sont attachés des souvenirs, les plus mémorables sans doute provenant d'Athènes. C'est que le 21 avril, j'y avais assisté, lors du Coup d'État des colonels, au déploiement des chars et autres véhicules blindés de l'armée grecque ! Mais c'est Istanbul qui m'avait envouté et Ispahan ébloui, alors que la misère qui s'étalait dans les rues de Calcutta m'avait indigné, la morosité qui régnait à Rangoon inquiété et l'exubérance de Bangkok rassuré.

Pourtant, c'est de Singapour que je garde le souvenir le plus vivace, maintes fois ranimé depuis, celui d'une cité empreinte d'assurance et de vitalité. Malgré la chaleur étouffante, plus humide et pesante encore qu'à Rangoon ou Bangkok, qui m'avait accueilli à ma sortie de l'avion sur le tarmac de l'aéroport de Paya Lebar, le dynamisme de la grande ville équatoriale avait

1. Professeur émérite, Université de Montréal.

Tableau 1 – Singapour, 1959-2018

	1959	2018
Superficie	581,5 km ²	722,5 km ²
Population résidente		3 994 300 ^a
Population résidente	1 587 200	5 638 700 ^a
Principaux groupes ethniques (%)		
Chinois	75,4 ^b	74,3
Malais	13,6 ^b	13,4
Indiens	9,0 ^b	9,0
Autres	2,0 ^b	3,2
Taux de natalité sur 1000	32,9	8,8
Taux de mortalité sur 1000	6,4	5,0
Taux de mortalité infantile sur 1000	36,0	2,0
Espérance de vie (hommes et femmes)	64 ^b	83,1
Croissance démographique annuelle (%)	4,0	0,5
Chômage (%)	13,2	1,6
Alphabétisme (15 ans et plus) (%)	52,2 ^b	97,1
PIB (en parité de pouvoir d’achat et en millions de \$ Singapour)	2 150 ^c	555 376
Commerce extérieur (millions de \$ Singapour)	6 811 ^d	1 055 000
\$ de Singapour en \$ américain	~ 0.33	~0.74

a. La population résidente comprend les citoyens et les résidents permanents ; à la mi-juin 2018, le nombre de ces derniers s’élevait à 522 300. La population totale comprend les citoyens et les résidents, permanents ou pas. Toutes les autres données présentées ici ne concernent que la population résidente.

b. 1957 ; c. 1960 ; d. 1965

Sources : Annuaires démographiques de l’ONU et <http://www.singstat.gov.sg/>

continué à m’impressionner tout au long du parcours m’ayant amené jusqu’à *River Valley Road* dans un bus bondé brinquebalant. C’est là, au cœur de la ville, que je fus hébergé pendant les deux premiers jours d’une aventure doctorale qui allait durer trois ans.

J’écris aventure, car mes années d’études dans ce qui était depuis moins de deux ans une république indépendante et une Cité-État furent pleines de péripéties, d’autant plus nombreuses que mes recherches de thèse, portant sur les communautés chinoises de la banlieue maraîchère, nécessitèrent de multiples entrevues et de plus fréquentes encore enquêtes de terrain. Les unes et les autres furent menées auprès non seulement de quelque 300 familles d’exploitants agricoles, mais aussi de bien des catégories d’intervenants, qu’il

s'agisse d'universitaires et de fonctionnaires de l'État ou de commerçants et marchands. Ces derniers étaient actifs à tous les niveaux de la filière alimentaire, jusqu'au cœur même des marchés de Chinatown. J'en acquis une grande familiarité avec les régions agricoles, qui couvraient à cette époque plus du cinquième du territoire national, mais aussi avec la quasi-totalité de l'île (De Koninck, 1972 et 1975).

Ainsi, lorsqu'en mai 1970, je soutins ma thèse de géographie à l'*University of Singapore* – devenue en 1980 la *National University of Singapore* (NUS), suite à sa fusion avec Nanyang University – ma confiance dans l'assurance qui régnait au sein de sa population, et tout particulièrement de la classe politique, était grande. Mais je demeurais malgré tout sceptique devant la détermination de plus en plus affichée par les dirigeants de rapidement libérer Singapour des rangs des pays du Tiers Monde. Car, manifestement, la petite république insulaire en faisait encore partie, alors que les nuages s'accumulaient chez plusieurs de ses voisins, en particulier l'Indonésie, comme à travers l'ensemble du Sud-Est asiatique.

Quoi qu'il en soit, au cours des années, à vrai dire des décennies qui suivirent, alors que la Cité-État s'industrialisait et s'enrichissait plus rapidement que tous ses partenaires au sein de l'ASEAN, je me tournai en priorité vers l'étude des enjeux et défis agraires de l'ensemble de la région, y menant et y dirigeant des travaux, dont ceux de nombreux thésards, tout particulièrement en Malaisie, en Indonésie et au Vietnam. Mais je continuai à fréquenter Singapour annuellement, ne serait-ce que pour y revoir et consulter des amis. Et puis, curieusement, dans cette ville que je croyais avoir explorée jusque dans ses moindres recoins, généralement à moto, et connaître comme le fonds de ma poche, il m'arriva, de plus en plus souvent, de m'égarer !

C'est que l'île était devenue un vaste chantier où tout était objet de réaménagement, voire de déménagement. Cela touchait tant la forme de l'île, en expansion croissante grâce au remblaiement de ses littoraux, que la totalité de l'utilisation du sol. En effet, Singapour s'industrialisant tout en se verdissant de façon spectaculaire, l'habitat était transformé de fond en comble, avec la multiplication de cités résidentielles à la périphérie du centre urbain, pendant que le réseau routier était restructuré, les écoles et les très nombreux lieux du culte et même les cimetières relocalisés. Certes, ce genre de bouleversement est presque devenu chose courante parmi bien des villes asiatiques, mais nulle part de façon aussi rapide, rigoureuse et systématique.

Alors, pourquoi tant de transformations, me suis-je mis à me demander, et surtout, pourquoi un tel acquiescement de la part de la population qui semble bien s'accommoder de cette territorialité constamment bousculée et modifiée, au gré de l'État (Lee, 2000) ? S'agissait-il d'une conséquence de la fulgurante croissance de l'économie singapourienne et de son évidente accession au club des pays dits développés (Tabl. 1) ? Ou d'une condition ? Il me fallait reconnaître que la littérature consacrée à la réussite singapourienne tout comme à sa critique était déjà considérable. Pourtant personne n'avait cru

bon de chercher explication du côté de la nature de la gestion territoriale et de son impact sur la discipline sociale et l'adhésion politique à un projet quasi prométhéen : changer le territoire, changer la société.

L'hypothèse territoriale

Je décidai donc d'approfondir la question ou, si l'on préfère, de résoudre cette énigme. En lisant ou en relisant des travaux clés sur la notion de territorialité, dont ceux de Yi Fu Tuan (1974) et de Claude Raffestin et Mercedes Bresso (1979), je mis au point, sous la forme d'une question, ce que j'appelle une hypothèse territoriale. Celle-ci peut être formulée ainsi : est-il possible de réaliser, au sein d'une communauté et de façon pacifique, une érosion quasi-totale de presque tous les liens aux lieux familiers, une érosion de la topophilie (« l'amour des lieux ») ? En d'autres mots, est-il possible d'engendrer sans violence l'aliénation territoriale ? L'analogie avec la notion marxiste d'aliénation du travail n'est pas fortuite dans la mesure où l'objectif de contrôle est commun aux deux notions. Ainsi, s'agissant de Singapour, est-il possible que la nature, l'ampleur et le rythme du bouleversement territorial auxquels les citoyens et résidents sont soumis depuis maintenant plus d'un demi-siècle, soient tels qu'ils n'ont d'autre choix que d'accepter ? Que de s'accrocher à la République de Singapour pendant que le tapis est constamment remué de dessous leurs pieds ? Est-il possible que l'adhésion d'une majorité de Singapouriens au projet républicain soit au moins partiellement attribuable à l'insécurité spatiale interne et externe qui caractérise la nation² ?

Une réponse facile pourrait consister à dire que cette acceptation et cette docilité singapouriennes sont largement attribuables à l'autoritarisme sans faille dont ont fait preuve les dirigeants politiques du pays. D'autant plus que le grand remue-ménage dont l'île a fait l'objet a de toute évidence profité à la majorité, tant apparaissent réels, au-delà des inégalités croissantes, l'amélioration du bien-être et l'enrichissement d'une très large majorité de Singapouriens. Finalement, peu importait : au-delà du fait que la seule véritable façon de valider pareille hypothèse aurait nécessité une gigantesque étude de topophilie au sein de la population, tâche politiquement et financièrement impossible, je décidai de réaliser une étude plus modeste de ce que je me suis mis à qualifier de révolution du territoire, ne serait-ce que pour souligner l'intérêt d'une démarche géographique. Menée d'en haut, la révolution territoriale ne pouvait-elle pas tenir lieu de révolution sociale ou, plus simplement, guider et encadrer les transformations sociales ?

2. Rappelons qu'un argument fréquemment utilisé par les autorités singapouriennes pour convaincre la population de la nécessité de ses politiques est celui selon lequel la république insulaire est vulnérable. Ainsi, assurent-elles, la sécurité et la prospérité du pays ne peuvent être assurées que par une cohésion sociale exemplaire, une discipline de travail tout aussi exemplaire et une totale confiance dans ses dirigeants.

La réalisation de l'étude

En 1990, après avoir fait paraître un article (De Koninck, 1990) résumant mon projet et obtenu le financement nécessaire auprès du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, j'effectuai un séjour de deux mois à Singapour, au cours duquel je parvins à rassembler la documentation et les informations nécessaires à la préparation d'un atlas illustrant l'ampleur des transformations territoriales. À la toute fin de 1992, celui-ci fut publié par le GIP RECLUS, à Montpellier, en version bilingue sous le titre de *Singapour. Un atlas de la révolution du territoire / Singapore. An Atlas of the Revolution of Territory*. Sa publication fut reçue froidement par les médias singapouriens et par nombre d'intellectuels locaux. À un point tel que la bibliothèque même de NUS ne garda le livre qu'en accès contrôlé : pour le consulter, uniquement sur place, tout emprunteur devait signer. J'en déduisis que l'hypothèse territoriale pouvait apparaître dérangeante et que j'avais sans doute mis le doigt sur une question sensible, mon livre étant en bonne compagnie, si je puis dire, notamment celle des œuvres de Karl Marx !

Soucieux de garder mes entrées à Singapour, je me replongeai dans mes études agraires, me tournant pendant une bonne douzaine d'années vers le Vietnam, tout en effectuant, chaque année, de brèves visites à Singapour. Je ne manquais pas alors de remarquer que l'autocensure y reculait, que le monde de la culture et de l'édition se décoinçait, bref que la parole se libérait. Je fus tout de même quelque peu surpris lorsque, aux Presses de l'Université Nationale de Singapour (NUS Press), on me laissa entendre qu'une nouvelle version, uniquement en anglais et soumise à un éditeur local, pourrait être envisagée. Je sautai donc sur l'occasion et me relançai, en collaboration avec une de mes thésardes et d'un cartographe chevronné, dans la préparation d'un nouvel atlas qui fut soumis à NUS Press, précisément. Il parut en 2008, sous le titre de *Singapore. An Atlas of Perpetual Territorial Transformation*. Celui-là fut nettement mieux reçu, à un point tel que, moins d'une décennie plus tard, je relevai à nouveau le défi d'en préparer un troisième, cette fois avec l'aide de deux cartographes-géomaticiens dont l'un ayant déjà participé à la préparation de celui de 2008. Beaucoup mieux documenté et présenté, ce troisième atlas fut lui aussi publié par NUS Press, en 2017, avec le titre de *Singapore's Permanent Territorial Revolution. Fifty Years in Fifty Maps*. J'avais en effet résolu de réhabiliter l'idée de révolution territoriale, permettant de suggérer, dès le titre, le caractère exceptionnel de la transformation singapourienne, avant de poursuivre l'étude des conditions de cette révolution ainsi que des conséquences de sa réalisation. L'essentiel de ce qui suit, en particulier les figures, est tiré et adapté de cette dernière publication³.

3. Les huit figures rassemblées ici sont tirées, traduites et adaptées de l'Atlas de 2017 qui lui contenait 50 planches de grand format (286 mm x 270 mm). Je tiens à

Changer le territoire, changer la société

Changer le territoire

Une île bien placée

Bien qu'il puisse sembler banal de le rappeler, il faut souligner à quel point la position géographique de Singapour est avantageuse, stratégique même, à plusieurs échelles, planétaire, asiatique et sud-est asiatique. À l'époque de l'acquisition coloniale de l'île par le représentant britannique Stamford Raffles, opération initiée en 1819 puis complétée en 1824, sa position axiale sur le réseau maritime reliant le monde indien au monde chinois apparaissait déterminante. Mais sa micro-localisation l'était tout autant. Bien abritée au centre même d'une zone de calmes équatoriaux, lovée en quelque sorte à la pointe de la péninsule malaise et partie prenante du monde archipélagique qui l'entourait, lui-même profondément marqué par le commerce maritime, l'île de Singapour semblait posséder toutes les qualités d'un havre, y compris pour accueillir des migrants qui fourniraient la main-d'œuvre nécessaire à son essor. (Fig. 1)

C'est ainsi que, dès les premières années de l'implantation des Britanniques, des opérations de remblaiement du littoral furent réalisées sur le flanc méridional de l'île, là où allaient se déployer la ville coloniale, au pied même d'une colline – Bukit Larangan – dont le sommet avait jadis accueilli un établissement royal malais remontant au XIV^e siècle⁴. Cette pratique de remblaiement du littoral allait être utilisée à plusieurs reprises par les autorités coloniales au cours des XIX^e et XX^e siècles, puis par celles de la petite république dès son accession à l'indépendance en 1965.

Une île à reconfigurer

À vrai dire, une fois leur indépendance acquise, les Singapouriens ont plutôt choisi de reconfigurer la quasi-totalité de l'île, voire l'ensemble du petit archipel dont l'île même de Singapour est la pièce maîtresse et qui forme avec elle la portion terrestre de la petite république. Les résultats sont impressionnants (Fig. 2). En 1957, deux ans avant que Singapour n'accède au statut d'État autonome (*Self-Governing State*), sa superficie s'élevait à 581 km². Au cours des années qui suivirent, il y eut peu de modifications jusqu'à l'accession à la pleine indépendance en 1965⁵. Mais à partir de cette année-là l'expansion a connu

remercier le directeur de NUS Press, Peter Schoppert, de m'avoir permis cet emprunt à mon propre travail. Je devrais plutôt dire notre travail, car c'est Marc Girard, déjà complice dans la préparation des atlas de 2008 et 2017, qui a bien voulu réaliser cette adaptation. Je l'en remercie vivement !

4. Cf. Miksic, 2004 et 2013, p. 8, 12 et 214.

5. Lors de la création de la Fédération de Malaisie en septembre 1963, Singapour s'y était jointe. En faisait alors aussi partie la Malaisie proprement dite (*Malaya*), i.e. la péninsule

Fig. 1 – Une île au centre du commerce maritime régional

une accélération ininterrompue. Un demi-siècle plus tard, en 2015, le territoire terrestre singapourien avait gagné aux dépens de la mer quelque 25 %, soit 135 km². Au départ et jusqu'à la fin des années 1960, le matériau utilisé pour accroître la superficie de l'île, l'étirer en quelque sorte, provenait des collines de l'intérieur. L'arasement qui en est résulté est particulièrement marqué dans la partie sud-ouest de l'île. Mais depuis lors le matériau nécessaire est plutôt prélevé par le dragage des eaux territoriales du pays ou par l'achat de limon et de sable en provenance des pays voisins, la Malaisie et l'Indonésie, mais aussi et de plus en plus de pays plus éloignés tels la Birmanie, le Cambodge, le Vietnam et les Philippines.

Cette expansion a entraîné une transformation considérable de la géographie de l'île et de ses paysages, de sa forme même et plus encore de celle des îles satellites, telles les *Western Islands*, dont la plus grande, Jurong, au large de la plaine éponyme, elle-même en partie gagnée à la fin des années 1960 sur des zones autrefois marécageuses. Sur ces îles ont été rassemblées la majorité des réservoirs de pétrole, toutes les raffineries et autres infrastructures relevant de la puissante industrie pétrochimique mise en place depuis un demi-siècle. L'expansion territoriale est aussi largement attribuable à la fermeture des estuaires de nombreux cours d'eau drainant le cœur de l'île. Au fil des ans, la plupart de ces estuaires tout comme des mangroves et zones marécageuses ont été endigués, puis, par désalinisation et assainissement progressifs, transformés en autant de réservoirs d'eau douce, tels ceux de Kranji et de Sungei Seletar. Ceux-ci contribuent à l'accroissement de l'autonomie de la Cité-État sur ce plan.

L'expansion territoriale a aussi permis à l'État, seul propriétaire du terrain, de bien planifier les affectations et fonctions territoriales. Ainsi, après qu'ait été préparé le terrain, littéralement, dans le sud-ouest de l'île, afin d'y favoriser la concentration des infrastructures industrielles, les industries les plus polluantes étant rassemblées dans les îles, c'est de l'autre côté, dans le sud-est, que les grandes transformations ont été activées. Ainsi, plus de 30 km² y ont été gagnés sur la mer, afin d'accueillir, dès 1981, l'aéroport de Changi, en remplacement de celui de Paya Lebar. Celui-ci est désormais réservé à des fonctions militaires, d'ailleurs partagées avec trois autres aéroports, dont un placé à proximité du gigantesque aéroport civil de Changi, lui-même en expansion continue. D'ailleurs, ce sud-est de l'île, a un peu l'allure d'une forteresse. Non seulement la plus importante des deux bases navales dont dispose la Cité-État y est implantée, mais aussi l'île de Tekong (*Pulau Tekong*), elle-même considérablement agrandie par remblaiement (Fig. 2), est désormais consacrée à un usage exclusivement militaire, en particulier l'entraînement des troupes en milieu forestier. Cette évolution rappelle ce qu'écrivait Jacques

Malaise, ainsi que le Sabah et le Sarawak situés sur le versant nord de l'île de Bornéo. Mais moins de deux ans plus tard, en août 1965 et suite à des différends profonds entre Abdul Rahman et Lee Kuan Yew, premiers ministres respectivement de la Malaysia et de Singapour, celle-ci fut exclue de la fédération et devint de facto un État indépendant.

Fig. 2 – Reconfigurer l'île

Decoutre, un marchand flamand ayant œuvré dans la région vers 1600, qui expliquait qu'une citadelle, construite à cet emplacement, pourrait permettre de contrôler l'accès à l'estuaire du fleuve Johor (Borschberg, 2014, p. 234-5) et par conséquent le passage des navires vers la mer de Chine méridionale.

Domestiquer la nature

Un enjeu déjà considérable avant même la séparation de Singapour d'avec la Fédération malaise en 1965 était celui de l'approvisionnement en eau douce. Pour celui-ci, la grande cité équatoriale était très dépendante de la péninsule malaise, qui lui assurait plus de la moitié de ses besoins via un aqueduc construit en 1923, en même temps que la jetée reliant l'île à la péninsule. Depuis l'indépendance, l'un des grands objectifs de la reconfiguration du territoire de la Cité-État a consisté à rendre celui-ci plus autonome en eau. La recherche de l'autosuffisance totale est même envisagée et il semble désormais possible qu'elle soit atteinte au cours de la prochaine décennie. À cette fin, l'une des initiatives les plus importantes a consisté à multiplier le nombre de réservoirs d'eau douce un peu partout à travers l'île. Ainsi, alors qu'en 1965, la Cité-État n'en comptait que trois, tous situés au cœur de l'île, leur nombre atteint 17 aujourd'hui, la plupart ayant résulté, comme déjà mentionné, de l'endiguement et de la désalinisation des estuaires (Fig. 3).

La question de l'approvisionnement en eau douce a été confiée à une régie, le *Public Utilities Board* (PUB), sorte de régie nationale de l'eau, laquelle a établi une politique d'approvisionnement, identifiant quatre sources ou *taps* (robinets). La première, l'aqueduc, doit à terme devenir superflue, les trois autres devant progressivement combler tous les besoins. L'identification du deuxième robinet est simple : la pluie ! Celle-ci représente la seule ressource naturelle considérable dont dispose Singapour. En effet, le territoire de la Cité-État équatoriale reçoit en moyenne annuelle quelque 2,5 mètres de précipitations⁶. Pendant longtemps, la plus grande partie du ruissellement a été canalisée vers la mer. Seule une faible proportion l'était vers les réservoirs, faute d'un aménagement approprié des bassins versants et faute de... réservoirs ! Mais tout cela a commencé à changer dès le milieu des années soixante-dix, alors que, parallèlement à l'aménagement de nouveaux réservoirs, des bassins ont été agencés de façon à ce que leurs eaux soient acheminées directement vers les réservoirs ou vers le quatrième robinet (cf. ci-dessous). De nos jours, ce sont les eaux de pluie ruisselant sur plus de 70 % du territoire qui sont recueillies, l'objectif étant d'en arriver à 90 % dans quelques années, la quasi-totalité de l'île étant ainsi considérée comme un seul bassin versant entièrement mis à contribution. À ce moment-là, le second robinet comblera 20 % des besoins nationaux en eau douce.

6. À titre de comparaison, Paris reçoit annuellement une moyenne de 64 cm de précipitations et Montréal environ un mètre.

Fig. 3 – Recueillir et stocker l'eau

Le troisième robinet est établi sur les rives du sud-ouest de l'île, à proximité de Tuas, et est constitué de deux grandes usines de désalinisation de l'eau de mer, lesquelles, déjà en fonction, devraient à terme fournir 30 % de l'eau douce nécessaire à la vie du pays. Enfin, le quatrième robinet est branché sur les usines de traitement des eaux usées, de toutes origines. Ces usines, dont sept sont déjà en fonction, comblent ainsi tous les besoins en eau du secteur industriel ainsi que, séparément bien sûr, ceux en eau potable, dite localement *NeWater*. Ces eaux traitées, recyclées en quelque sorte, combleront 50 % de l'ensemble des besoins en eau douce.

Verdir l'île, intégrer terre et mer

Une caractéristique fondamentale de l'urbanisation singapourienne est son côté vert. La Cité-État tire profit du climat équatorial. Ainsi, forte pluviométrie, chaleur et humidité constantes font que la végétation et en particulier les arbres y poussent très vite. Même si la croissance urbaine et surtout le développement des cités nouvelles à la périphérie tant immédiate que lointaine du centre historique se sont largement réalisés aux dépens des espaces agricoles et des quelques espaces verts naturels qui subsistaient encore à la fin des années 1960, l'une et l'autre ont aussi été accompagnées par la plantation d'arbres. Chaque année depuis 1971, généralement au début de novembre, alors que les premières pluies de la mousson du nord-est commencent à tomber, on célèbre à Singapour le *Tree Planting Day*. Des cérémonies de plantation d'arbres sont tenues un peu partout et les enfants dans les écoles primaires sont incités planter un arbre chacun. La plupart des routes et des autoroutes sont bordées par de denses rangées d'arbres et dans bien des cas en partie surplombées par une canopée verte⁷. Dès qu'un chantier de construction est lancé, on plante des arbres pour masquer les travaux, du moins là où c'est possible. Surtout, l'aménagement de parcs, sous la gouverne du *National Parks Board*, a été systématiquement pratiqué un peu partout dans l'île. Sous toutes les formes, y compris celle de couloirs de verdure (*connectors*), les parcs couvrent aujourd'hui quelque 85 km², soit près de 12 % du territoire, une proportion appelée à augmenter.

Cette domestication de la nature prend des formes plutôt inédites dans le centre même de la ville (Fig. 4). Celui-ci a en effet été considérablement transformé, non pas par l'arasement des vieux quartiers, qui ont plutôt été généralement conservés, encore que souvent grâce à leur gentrification, mais par l'étalement urbain aux dépens de la mer. Tout en gagnant du territoire, on le verdit, ou du moins on l'aménage en espaces récréatifs comprenant des plans d'eau, des parcs et des jardins. Ainsi, le petit fleuve Singapour, aujourd'hui bordé par les tours du district financier, et qui autrefois se jetait directement dans la mer, se déverse

7. Les arbres ainsi plantés le long des routes sont généralement des *Rain Trees* ou *Samanea Saman*. Ils croissent rapidement, jusqu'à 30 mètres de hauteur, déployant une très large couronne.

Fig. 4 – La mer dans la ville

désormais dans un vaste réservoir d'eau douce. C'est aussi le cas de deux autres petits cours d'eau qui jadis drainaient des terres marécageuses et des quartiers pauvres, situés sur le flanc est de la ville, qui eux ont en partie été rasés !

Ce *Marina Reservoir* (formé de *Marina Bay*, *Marina Chanel* et *Kallang Basin*) est aujourd'hui entouré de portions de territoire issues des opérations de remblaiement réalisées au cours des dernières décennies. Le barrage qui en ferme l'accès vers la mer est une merveille d'ingénierie raccordée au système de contrôle des débordements et des inondations dans le centre-ville. Enfin, ce bassin d'eau douce à proximité du *Central Business District*, est aussi devenu la pièce centrale d'un ensemble d'espaces récréatifs.

Changer la société

Loger tout le monde

Gestion territoriale et gestion sociale allant de pair, l'action maîtresse de tout ce réaménagement a été la redistribution de la population, partie prenante d'une vigoureuse réponse à la question du logement, dans un pays en proie à la détérioration avancée du tissu résidentiel et à la présence de bidonvilles avec tous les problèmes sociaux associés, dont un très fort taux de chômage.

Cette réponse, confiée au *Housing and Development Board* (HDB), la toute puissante régie du logement établie dès 1960, a consisté dans l'application d'une vigoureuse campagne de construction de tours de logements dans des *Public Housing Estates* ou *New Towns* (Cités nouvelles) situés à la périphérie de la ville (Fig. 5). Cette opération était combinée à une tout aussi vigoureuse politique de création d'emplois en particulier dans le secteur industriel⁸.

Il faut rappeler ici qu'en 1959, année où le pays devint un État autonome, près du tiers des résidents de Singapour vivait dans des quartiers délabrés, des *squatter settlements*, la quasi-totalité de ces résidents ne possédant aucun titre de propriété (Kaye, 1960). Seuls neuf pour cent de la population totale du pays habitaient dans des logements publics. Mais, dès 1974, c'est près de 43 % des habitants qui vivaient dans les Cités nouvelles. En 1989 la proportion avait atteint 87 % d'une population de citoyens et résidents permanents s'élevant cette année-là à près de 2,8 millions de personnes. Depuis, cette proportion a décliné, se situant à environ 80 % en 2018, la part des ensembles résidentiels privés augmentant avec l'enrichissement de plus en plus marqué de la population.

On compte aujourd'hui un total de 26 Cités nouvelles dispersées à travers l'île. Elles occupent près de 18 000 hectares, soit le quart du territoire national. À l'intérieur du périmètre de chacune de ces Cités, c'est moins de la moitié du terrain qui est réservé aux tours de logements. Le reste est consacré aux

8. Cette politique est expliquée et illustrée en détail dans l'atlas précité (De Koninck, 2017), à travers six doubles planches étalées des pages 60 à 73.

Fig; 5 – Loger tout le monde

infrastructures de transport, aux institutions d'éducation, espaces verts, lieux du culte, commerces, etc. D'une cité à l'autre, les densités démographiques varient considérablement en fonction de la hauteur des tours : les plus anciennes ne dépassent jamais vingt étages, les plus récentes franchissent souvent ce seuil. La disposition des tours et la dimension imposante des aires récréatives – chaque cité dispose d'une piscine olympique – expliquent que la sensation de densité est habituellement inférieure à la réalité.

Élément essentiel depuis les années 1960, lorsque que le transfert systématique des populations vers les Cités a été initié, le HDB n'a eu cesse d'adapter et d'affiner ses politiques et ses pratiques au sein de ce qui est devenu un véritable empire. Les infrastructures, y compris les appartements eux-mêmes, et les services sont constamment améliorés – à Singapour le terme à la mode est *upgrade* ou *upgrading*, *i.e.* mise à niveau – alors que les arrangements contractuels avec les résidents évoluent. Ainsi, depuis 1964, les résidents des Cités ont la possibilité de devenir propriétaires de leurs logements : en 1988, près la moitié d'entre eux avaient déjà saisi cette opportunité. En 2006, parmi les quelque 880 000 appartements disponibles dans les Cités, 94 % étaient en régime de propriété privée, dont un tout petit nombre en sous-location⁹. Mais cet accès à la propriété privée est largement conditionné par les prérogatives de la régie. Celle-ci possède toujours une pleine autonomie administrative, ainsi qu'un droit de regard sur toute transaction immobilière au sein des Cités. Parmi celles-ci, sans doute plus que partout ailleurs dans la petite république insulaire, les Singapouriens demeurent sous bonne surveillance. Cela dit, la situation évolue constamment : la construction de tours résidentielles privées connaît une croissance plus rapide que celle des tours érigées par la régie. Dans certaines Cités nouvelles, telle Punggol, située dans le nord-est de l'île, on tend désormais à ériger en juxtaposition des ensembles privés et publics.

Aujourd'hui, quelque 80 % des Singapouriens vivent dans des tours du HDB et parmi eux environ 90 % à titre de propriétaires. Les 20 % parmi les Singapouriens (citoyens et résidents permanents) qui ne vivent pas dans les tours de la régie sont tous propriétaires de leur logement. Pour un peu plus des deux tiers d'entre eux, il s'agit d'appartements situés dans des ensembles résidentiels privés, presque toujours des tours de logements, généralement plus confortables et luxueuses ; pour l'autre tiers il s'agit de maisons individuelles, souvent de grand standing et situées sur des terrains possédés par l'État – qui est, rappelons-le, le seul propriétaire foncier – et loués en baux emphytéotiques d'une durée de généralement 50 ans. Au total, ce sont aujourd'hui plus de 90 % des Singapouriens qui sont propriétaires de leur logement, assurément l'un des taux les plus élevés au monde.

Mieux répartir la population

⁹. En 2016, le nombre d'appartements dans l'ensemble des Cités nouvelles dépassait un million.

Poursuivis sans relâche depuis le début des années 1960, les programmes de relocalisation des populations, tout en faisant l'objet de constantes améliorations, ont permis de mieux équilibrer la répartition de celles-ci sur l'ensemble du territoire (Fig. 6). Ils ont également permis de rénover les quartiers du centre devenus délabrés. La comparaison de la répartition de la population aux dates de recensement 1957, 1980, 2000 et 2010, la plus récente, en fournit une illustration éloquent¹⁰.

En 1957, peu de temps avant que le grand déménagement ne soit amorcé, alors que la population de ce qui était alors encore une colonie britannique s'élevait à 1,4 million de personnes, les trois quarts d'entre elles étaient établis dans un rayon de huit kilomètres autour de l'embouchure du fleuve Singapour. Cette population était donc largement concentrée dans le noyau urbain central, dont *Chinatown*, ou dans sa proche périphérie. En 1980, la répartition de la population (2,4 millions) apparaissait déjà bien moins concentrée. Le noyau central avait perdu la moitié de ses habitants, le déclin n'ayant jamais cessé depuis. En parallèle, autour de ce centre, des pôles de population avaient pris forme. Il s'agit bien sûr de Cités nouvelles dont le taux d'occupation n'a pas cessé de croître depuis.

En 2000, alors que la population atteignait près de 3,3 millions de personnes, la déconcentration démographique était de plus en plus évidente. La décongestion du vieux noyau central s'est poursuivie pendant que plusieurs nouveaux noyaux sont apparus, tant dans l'ouest de l'île qu'au nord et dans l'est. Concomitamment, plusieurs secteurs ont été largement vidés de leurs occupants¹¹. C'est le cas en particulier de tout le versant ouest de l'île et d'une partie du versant est, lesquels sont désormais largement réservés à des fins militaires. Depuis lors, ainsi que l'illustre la carte de 2010, l'ampleur et le rythme du redéploiement démographique ont été considérablement ralentis. La Cité-État approche-t-elle une répartition optimale de ses effectifs démographiques ? Le redéploiement démographique est-il terminé ? Rien n'est moins sûr, car des Cités nouvelles déjà existantes élargissent leurs périmètres et d'autres peuvent encore être déployées. Mais, s'agissant de la population, le canevas général de sa répartition ne devrait plus être bouleversé.

10. Les données de recensement utilisées ne concernent que les citoyens singapouriens et les résidents permanents. Au milieu de 2018, leur nombre s'élevait à quelque 3 994 300, la Cité-État comptant également 1 644 400 résidents non-permanents, quelque deux fois plus qu'en 2000. (<https://www.singstat.gov.sg/find-data/search-by-theme/population/population-and-population-structure/latest-data>)

11. La méthode cartographique utilisée ne permet pas de représenter les petits nombres, un point comptant pour 500 personnes. Cela signifie que les secteurs qui apparaissent totalement vides de population sont possiblement habités par de petits nombres de personnes.

Fig. 6 – Mieux répartir la population

Tabl. 2 – Les cimetières

CIMETIÈRES	1958	1988	2005	2014
chinois	54	25	8	1
musulmans	47	20	8	2
hindous	3	3	2	1
chrétiens	3	7	3	1
autres	6	9	4	5
Total	113	64	25	10
columbariums & crematoriums	0	5	16	7

Rien n'est sacré

Le déménagement du territoire n'a épargné rien ni personne. Pendant la période la plus intense du bouleversement territorial, entre 1965 et 1988, quelque 270 000 familles, soit le tiers de la population, furent relocalisées. Ces relocalisations ont tout autant concerné les établissements scolaires, les lieux du culte et, tout particulièrement, les cimetières.

La nature et la localisation des sépultures ainsi que des sites associés au culte des ancêtres sont importantes au sein de la majorité des communautés du monde et le sont tout particulièrement parmi les communautés chinoises. Pourtant, à Singapour, dont la population est à ~75 % chinoise, pratiquement toutes les sépultures existantes ont fait l'objet de relocalisations massives. En 1958, on comptait 113 cimetières. En 1988, il n'en restait déjà plus que 64, seulement 25 en 2005 et dix en 2014 (Tabl. 2). Les exhumations suivies par des relocalisations ont été fréquentes et systématiques dans la région centrale ainsi que dans les petites îles, où elles concernèrent avant tout des cimetières chinois et musulmans. Pendant un temps, de nombreux columbariums et crematoriums disséminés à travers le tissu urbain ont servi à l'accueil des sépultures exhumées. Mais, progressivement, toutes les exhumations, relocalisations et nouvelles sépultures ont été rassemblées sur le versant ouest de l'île, dans une portion de territoire éloignée de la ville (Fig. 7). Exclusivement réservé aux sépultures et couvrant plusieurs hectares, cet espace est situé parmi de basses collines et représente l'un des lieux les plus paisibles du petit pays.

On y trouve aujourd'hui une dizaine de cimetières, dont un immense réservé aux personnes de religion « chinoise ». Tous les Singapouriens qui souhaitent réserver une sépulture traditionnelle aux leurs dans ces cimetières peuvent s'en prévaloir, quelle que soit leur religion ou leur rite, taoïste, musulman, hindou, bouddhiste, chrétien, juif, parsi, bahaï ou autre et à condition d'en avoir les moyens. Pour ceux qui ne les ont pas, des columbariums et crematoriums ont aussi été rassemblés sur le site.

Cette relocalisation des cimetières et des sépultures a nécessité au fil des ans des centaines de milliers d'exhumations. Alors que la majorité des familles ont opté pour une sépulture cinéraire pour leurs ancêtres, dans un bon nombre de cas les déterrements ont été suivis par de nouveaux enterrements dans les cimetières de l'ouest. On trouve aussi quelques cas de cimetières qui ont tout simplement été fermés. Aucune nouvelle inhumation n'y est permise mais les sépultures existantes ont été préservées. C'est le cas de trois cimetières chinois situés au centre de l'île, juste au sud du réservoir de MacRitchie. Ils sont visibles sur la carte de 2005. Les cimetières de l'Association des Hokkien, du Clan Ong et de Bukit Brown sont en effet officiellement fermés, d'où leur disparition des cartes officielles et de la carte de 2014 représentée ici (Fig. 7). Mais ils continuent à recevoir des visites des descendants des personnes inhumées, tout comme celle de touristes. C'est qu'ils sont devenus, celui de Bukit Brown en particulier, représentatifs de la résistance citoyenne à la planification par le haut ! Jusqu'à ce jour, la mise en œuvre des plans de relocalisation des sépultures afin de laisser place au développement autoroutier a maintes fois été reportée, à la suite de protestations de représentants des *Kongsi* (associations de clans) et de bon nombre de Singapouriens choqués par la procédure.

S'inspirer d'Athènes ?

Selon le recensement de 1970, cinq ans après la création de la République de Singapour, les quelque 21 000 travailleurs étrangers représentaient 3,2 % de l'ensemble de la main-d'œuvre. En 2014, leur nombre atteignait près de 1,4 million, soit presque 40 % de cette main-d'œuvre. Que s'est-il donc passé depuis bientôt un demi-siècle ? Deux choses avant tout : premièrement la transformation massive, quasi permanente de la géographie même du pays, qu'il s'agisse de sa topographie ou de tout ce l'on y aménage et construit, dont les Cités nouvelles, un réseau routier et autoroutier ainsi qu'un réseau métropolitain d'une grande qualité, toutes choses nécessitant un énorme apport en travail manuel ; deuxièmement, l'enrichissement tout à fait exceptionnel d'une grande majorité des citoyens. Certes, l'amélioration des conditions et du niveau de vie a été accompagnée d'un accroissement des inégalités socio-économiques (Teo, 2018). Pourtant, alors que l'offre d'emploi n'a jamais cessé de croître – à un point tel que le chômage est à peu près inexistant depuis plus de trois décennies – mêmes les Singapouriens les moins bien nantis sont devenus peu intéressés par les emplois subalternes, en particulier dans la construction et les services d'entretien. En conséquence, ces postes sont pratiquement tous remplis par des étrangers. À cette demande s'est ajoutée celle en employés de maison, pratiquement toutes des femmes, alors qu'une proportion sans cesse croissante de Singapouriens a les moyens de les embaucher. Enfin, la demande s'est étendue aux secteurs recrutant de la main-d'œuvre très qualifiée, notamment des ingénieurs et des banquiers, la Cité-État comptant désormais parmi les hauts-lieux de la finance mondiale. Ainsi, depuis décembre 2009, le

Figure 7. Déménager les sépultures hors de la ville

taux de croissance du recrutement des travailleurs qualifiés et des professionnels a été plus rapide encore que celui des employés de la construction.

Des données détaillées concernant l'origine de ces travailleurs temporaires ne sont pas révélées par les autorités singapouriennes, qui préfèrent demeurer discrètes à ce sujet. Chose certaine, cette main-d'œuvre provient de plusieurs pays asiatiques, dont la Chine, la Thaïlande, la Birmanie, les Philippines, l'Indonésie, l'Inde et le Bangladesh. On sait que les travailleurs de la construction proviennent surtout du sous-continent indien, les employés de maison des Philippines, d'Indonésie et, plus récemment, de la Chine. Quant à la main-d'œuvre très qualifiée, elle provient surtout des pays occidentaux, tout comme de la Chine et de l'Inde. Alors que ces travailleurs qualifiés sont éligibles au statut de résidents permanents, cela n'est pas le cas pour les autres. Cela dit, les règlements à cet égard sont fréquemment ajustés voire modifiés, surtout en fonction des critiques provenant de citoyens singapouriens mécontents de la compétition sur le marché du travail pour les emplois de haut niveau.

Depuis une bonne décennie, le logement des travailleurs non qualifiés est devenu de plus en plus problématique. Cela ne concerne pas les travailleurs qualifiés, généralement tous très bien rémunérés, et parvenant donc à se loger dans les ensembles de condominiums privés ; ni les centaines de milliers de domestiques qui sont par définition pratiquement toutes logées par leurs employeurs. Mais parmi la « classe » des travailleurs de la construction, particulièrement nombreux, le tableau est beaucoup moins clair, là aussi les autorités divulguant peu d'information concernant leurs logis. Des dizaines de milliers d'entre eux louent des chambres ou même des appartements entiers dans les Cités nouvelles ainsi que dans le quartier de *Little India*, et dans des quartiers environnants, tel celui de *Geylang* et pas toujours dans des conditions confortables. Un nombre tout aussi indéterminé, mais certes inférieur, est logé, légalement ou illégalement, sur les chantiers de construction, notamment ceux situés loin de la ville.

Cependant, une proportion sans cesse croissante de travailleurs non qualifiés, œuvrant surtout dans le domaine de la construction, est logée dans des ensembles de dortoirs privés, situés un peu partout en périphérie et dont le nombre ne cesse de croître. En 2015, on en comptait 42 (Fig. 8). Leur taille varie considérablement, le plus petit offrant un peu plus d'un millier de lits et le plus important près de 17 000. Tous ces complexes résidentiels, véritables cités prolétariennes, dûment reconnus par le *Ministry of Manpower* (Ministère de la main-d'œuvre), offrent à leurs résidents le petit déjeuner et le dîner. Les travailleurs, pratiquement tous masculins, peuvent aussi y préparer ou y acheter les casse-croûtes qu'ils apportent avec eux sur les chantiers vers lesquels ils sont quotidiennement convoyés par une noria de bus.

La construction de ces dortoirs, dont les plus importants sont situés dans des lieux bien isolés, loin de la Cité et des régions résidentielles les plus

Fig. 8 – Loger les travailleurs étrangers loin de la Cité Dortoirs en 2015

importantes, tels que le littoral occidental de l'île, sur le détroit de Johor, non loin de Tuas, a pris une ampleur considérable à compter de décembre 2013, peu après que des émeutes aient éclaté dans *Little India*. Fin 2015, la population de ces cités dortoirs, au sens propre du terme, pouvait être estimée à plus de 150 000 travailleurs, *i.e.* près des deux tiers des détenteurs de permis de travail dans le secteur de la construction.

On est ici devant un exemple additionnel de la méthode singapourienne, consistant à s'en remettre à une opération de relocalisation massive comme solution à un problème social. Mais cette solution entraîne avec elle un dilemme que je qualifierais d'athénien. Tout comme la Grèce classique et même la Rome classique (Finley 1980 et 1983 ; Scheidel 2005), lesquelles en vinrent à dépendre d'un afflux constant de travailleurs extérieurs, surtout des esclaves, Singapour a atteint un stade où sa dépendance à l'endroit d'une forme moderne de lumpenprolétariat importé semble être devenue irréversible. Ce nouveau dilemme n'est certes pas propre à Singapour, dans la mesure où bien des États riches doivent y faire face. Mais dans le cas de la Cité-État, au sein des nations véritablement industrielles, il a atteint des dimensions exceptionnelles.

Conclusion: une autocratie qui innove et se tempère

Depuis le début de la grande révolution territoriale, les dirigeants singapouriens n'ont eu cesse d'affirmer que celle-ci était indispensable à la survie de la petite république. Pour se tailler une place dans la région tout comme à l'échelle littéralement mondiale, il lui faut être exemplaire et innover, continuent-ils de répéter.

S'agissant d'innovation, la Cité-État s'y est résolument attelée, à un point tel qu'aujourd'hui elle et ses régies sont devenues des entreprises à part entière, actives à l'échelle planétaire, à titre soit de partenaire, soit de consultant, dans des domaines aussi variés que le logement, la gestion de l'eau, celle des transports urbains, celle des installations portuaires et l'aménagement de parcs industriels¹². Parmi les ingrédients de la réussite, si l'on peut dire, l'on peut donc mentionner : 1) La prise de possession exclusive de tout le foncier par l'État ; 2) une lutte sans merci contre la corruption dans le secteur public ; 3) l'approvisionnement des coffres de l'État par des initiatives originales d'entrepreneuriat et de partenariat avec le secteur privé ; 4) la recherche constante de la stabilité sociale ; 5) la révolution territoriale.

1. Dès les premières années ayant suivi l'acquisition de la pleine indépendance en 1965, le gouvernement singapourien a procédé, par étapes, à la nationalisation de facto du territoire (Chua, 2017, p. 76 *sq.*). Une occasion en or lui fut donnée pour amorcer ce processus. En se retirant, les Britanniques

12. À ce sujet on pourra consulter, en plus de celles présentées ici en petit format, plusieurs des planches rassemblées dans l'Atlas de 2017, en particulier, les n^{os} 21, 24, 25, 40, 41, 42, et 47.

lui cédèrent la totalité des terres de la Couronne, comprenant les bases militaires, lesquelles couvraient près du cinquième du territoire. Suivirent une série de décrets et de lois, surtout adoptés pendant les années 1970 et 1980 permettant à l'État de s'approprier le reste du territoire, parfois au prix de généreuses compensations. Enfin, il va sans dire que tout le territoire conquis par remblaiement devenait et continue de devenir propriété de l'État.

2. Là aussi, dès le début de leur mandat à la tête de la petite république, les dirigeants du PAP et en particulier le premier ministre Lee Kuan Yew prirent fermement position contre toute forme de corruption dans le secteur public, promettant de sévir contre les contrevenants au sein de leur gouvernement et de leur administration. Le premier ministre déclara publiquement que Singapour échapperait à ce fléau, ne se gênant pas pour souligner combien il était répandu dans la région (Lee, 2000, p. 19 *sq.*). Dès 1960, une loi anti-corruption fut adoptée, alors qu'au fil des années, les amendes en cas de délit devinrent extrêmement sévères. Quelques cas retentissants eurent l'effet escompté, à savoir une reconnaissance largement répandue que le risque n'en valait pas la chandelle. Aujourd'hui, la Cité-État est classée parmi les pays les moins corrompus de la planète, alors que la quasi-totalité des autres pays de la région, Cambodge en tête, sont très mal classés¹³. Certes, on pourrait considérer ce classement avec un certain cynisme, quand on sait à quel point les grandes banques singapouriennes, tout comme celles de la Suisse, ont accueilli avec bienveillance des fortunes mal acquises, notamment celles de défunts dictateurs, tels le Philippin Ferdinand Marcos et l'Indonésien Suharto. Mais, chose certaine, alors que tant les membres du gouvernement que les fonctionnaires de l'État, ce qui comprend les enseignants à tous les niveaux, sont très bien payés, les pots-de vin sont pratiquement inexistants.

3. L'une des principales caractéristiques du capitalisme singapourien est le rôle central qu'y joue l'État, lequel dispose aujourd'hui de fonds souverains colossaux, en particulier le fonds *Temasek* et le *Singapore Government Investment Corporation* (Chua, 2017, p. 111 *sq.*). Le gouvernement singapourien est ainsi lui-même très actif au plan entrepreneurial, à la fois à travers ses régies, tout comme dans la collaboration avec les entreprises privées, selon un modèle de partenariat public-privé. Les régies bénéficient d'une large autonomie, la règle qui leur est imposée étant de remplir leur mandat dans la Cité-État, bref d'y livrer la marchandise, tout en réalisant des profits ailleurs à travers le monde. La plupart desdites régies, qu'elles

13. Dans son rapport de 2018 sur la perception de la corruption dans le monde, *Transparency international* – <https://www.transparency.org/cpi2018> – classe 180 pays. Singapour y apparaît au 3^e rang, derrière le Danemark et la Nouvelle-Zélande, et ex-aequo avec la Finlande, la Suède et la Suisse. Aucun des autres pays de la région n'est classé parmi les 30 premiers, Brunei étant classé au 31^e rang et le Cambodge au 161^e. Mentionnons que le Canada est au 9^e rang, la France au 21^e rang et les États-Unis au 22^e.

œuvrent dans les domaines du logement, des transports, du développement urbain, industriel ou portuaire ou dans ceux de fournitures de services, telles les télécommunications ou même la gestion de l'eau, sont présentes dans plusieurs pays d'Asie, dont la Chine et l'Inde. Elles y sont actives comme investisseurs, entrepreneurs, conseillers ou consultants. De plus, les entreprises industrielles ont commencé très tôt, de façon significative dès les années 1980, à délocaliser leurs propres activités, d'abord chez les voisins, la Malaisie et l'Indonésie, puis à travers le monde, presque toujours avec l'aide de l'État, et très souvent sous la forme de partenariat. L'un des exemples bien connus de ce type de partenariat public-privé est celui qui concerne la compagnie aérienne *Singapore Airlines*, l'une des rares dans le monde à réaliser des profits substantiels. Elle est possédée à 56 % par le fonds *Temasek*. Une conséquence fondamentale de l'enrichissement de l'État résultant de cette forme de capitalisme, à la fois d'inspiration est-asiatique et spécifique à Singapour, est que la petite république possède les moyens de fournir à la population des services d'une qualité à peu près inégalée dans le monde, tout particulièrement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ce dont elle s'acquitte sans coup férir.

4. En parallèle, en résulte une stabilité sociale unique dans la région, voire en Asie. Au-delà de l'autoritarisme et de la sévérité des sanctions à l'endroit de ceux qui osent critiquer les membres du gouvernement, celui-ci a, depuis le début, cherché l'apaisement, en adaptant sans cesse ses politiques sociales. Cela concerne en priorité, là aussi, la santé et l'éducation, ainsi que le logement. Dans un cas comme dans l'autre, tout est fait pour éviter les tensions entre les membres des trois principales communautés, la chinoise, la malaise et l'indienne et, pour autant que faire se peut, éviter les injustices et les pièges. Ainsi, dans la redistribution géographique de la population, la régie du logement s'est assurée d'éviter de créer des ghettos communautaires au sein des Cités nouvelles, y compris dans chacune des tours résidentielles. Dans le domaine éducatif, des bourses sont spécifiquement destinées à des membres de la communauté malaise qui, malgré tout, demeure moins bien représentée dans les instances dirigeantes. Cela dit, l'actuelle présidente est une Malaise. Quant à la langue malaise et à la religion musulmane, qui est celle de la quasi-totalité des Malais, là aussi des efforts considérables sont consentis pour éviter les récriminations. Cela comprend la désignation du malais comme langue nationale, devant les trois autres langues officielles que sont l'anglais, le chinois et le tamoul; tout comme la création d'un *Ministry of Muslim Affairs* (Ministère des affaires musulmanes), ce qui représente une entorse à la très stricte laïcité de l'État singapourien (Chua, 2017, p. 148 sq.); toutes choses ayant jusqu'à maintenant permis à la petite république d'éviter la violence communautaire dans une région où les tensions ethniques sont omniprésentes et souvent sources de conflits meurtriers (Vatikiotis, 2018).

5. Quant à la révolution territoriale, elle n'explique certes pas tout, loin de là. Mais, jusqu'à preuve du contraire, elle demeure intrinsèquement liée à toutes les politiques évoquées ci-dessus. De plus, elle semble de moins en moins contestée par une population dont la participation au débat public est de plus en plus tolérée par un État ayant choisi, rappelons-le, d'investir massivement dans l'éducation et lui-même de plus en plus ouvert au débat public. Tout cela ne confirme pas pleinement la validité de l'hypothèse territoriale mais du moins en souligne la pertinence.

Cela dit, bien des observateurs de la Cité-État continuent à la considérer comme une autocratie à part entière, aux prises avec au moins deux grands problèmes. La résolution du premier, celui du déficit structurel en main-d'œuvre, repose précisément sur une politique territoriale, laquelle, cependant, apparaît ici carrément ségrégationniste. La résolution du second, à savoir la réduction, voire le blocage de la croissance des inégalités socio-économiques au sein même de la communauté des citoyens singapouriens est loin d'avoir été trouvée. Pourtant, il semble bien que, s'il existe un État dans le monde disposant des moyens d'appliquer une politique généreuse de revenu minimum garanti, c'est bien Singapour. Le jour où la petite république s'y résoudra, elle aura rompu avec sa politique de fuite en avant productiviste et territoriale, tout comme avec celle de tenir mordicus à son statut de nation méritocratique.

S'agissant d'autocratie et de méritocratie, deux caractéristiques dont je reconnais qu'elles ont été essentielles au projet singapourien, c'est délibérément que je me suis abstenu de les aborder de façon approfondie dans cet article. Je pourrais le faire et je le ferai peut-être un jour, mais pour le moment, hic et nunc, c'est mon interprétation de la gestion territoriale que je tiens à exposer. Cela dit, une chose est certaine à mes yeux : le projet singapourien ne se résume ni à l'autoritarisme de ses dirigeants ni, bien sûr, à la seule question territoriale, car bien d'autres composantes de ce projet méritent une analyse approfondie. Une deuxième chose est aussi certaine : tant le contrôle territorial que l'autoritarisme semblent bel et bien en voie d'atténuation, ce dont semblent témoigner d'une part un ralentissement marqué des bouleversements territoriaux et d'autre part un processus électoral plus ouvert et plus contestataire, le tout sans violence. Quant à ma relation personnelle avec la Cité-État, après plus d'un demi-siècle de fréquentation assidue, comprenant plusieurs séjours à titre de professeur ou de chercheur invité à NUS et à l'Institute of Southeast Asian Studies, elle demeure intense, empreinte d'un curieux mélange d'estime et d'aversion, toutes choses que n'hésitent pas à me rappeler mes amis singapouriens !

Bibliographie

- Borschberg, Peter (ed.) (2014). *The Memoirs and Memorials of Jacques de Coutre. Security, Trade and Society in 16th and 17th Century Southeast Asia*. Singapore: NUS Press, translated by Roopanjali Roy.
- Chua Beng Huat (2017). *Liberalism Disavowed. Communitarianism and State Capitalism in Singapore*. Singapore: NUS Press.
- De Koninck, Rodolphe (1972). « Cultivateurs chinois de Singapour: population, organisation et comportement socio-économique », *Travaux et Documents de Géographie Tropicale* (CEGET de Bordeaux: France), n° 7, 1972, p. 225-278.
- De Koninck, Rodolphe (1975). *Farmers of a City-State. The Chinese Smallholders of Singapore*. Montreal: Canadian Sociology and Anthropology Association.
- De Koninck, Rodolphe (1990). « Singapore or the Revolution of Territory. Part One: the Hypothesis ». *Cahiers de Géographie du Québec* 92: 209-216.
- De Koninck, Rodolphe (1992). *Singapour. Un atlas de la révolution du territoire / Singapore. An Atlas of the Revolution of Territory*. Montpellier: RECLUS.
- De Koninck, Rodolphe (2006). *Singapour. La cité-État ambitieuse*. Paris: Belin.
- De Koninck, Rodolphe (2017). *Singapore's Permanent Territorial Revolution. Fifty Years in Fifty Maps*. Singapore: NUS Press.
- De Koninck, Rodolphe, Drolet, Julie & Girard, Marc (2008). *Singapore. An Atlas of Perpetual Territorial Transformation*. Singapore: NUS Press.
- Finley, Moses I. (1980). *Ancient Slavery and Modern Ideology*. New York: Viking Press.
- Finley, Moses I. (1983). *Economy and Society in Ancient Greece*. London: Chatto and Windus.
- Kaye, Barrington (1960). Upper Nanking Street. Singapore: University of Malaya Press.
- Lee Kuan Yew (2000). *From Third World to First. The Singapore Story 1965-2000*. New York: HarperCollins.
- Miksic, John N. (2004). « 14th Century Singapore: A Port of Trade », in Miksic and Low (eds.), *Early Singapore 1300s-1819*. Singapore, Singapore History Museum: 41-54.
- Miksic, John N. (2013). *Singapore and the Silk Road of the Sea. 1300-1800*. Singapore: NUS Press.
- Raffestin, Claude & Bresso, Mercedes (1979). *Travail, espace, pouvoir*. Geneva: l'Âge d'Homme.
- Scheidel, Walter (2008). « The comparative economics of slavery in the Greco-Roman world », in E. Dal Lago and C. Katsari (eds.), *Slave systems: ancient and modern*. Cambridge University Press: 105-26.
- Tan, Kevin YL (dir.) (2011). *Spaces of the Dead. A Case from the Living*. Singapore: Ethos Books
- Teo You Yenn (2018). *This is what Inequality Looks Like*. Singapore: Ethos Books.
- Vatikiotis, Michael (2018). *Blood and Silk. Power and Conflict in Modern Southeast Asia*. London, Weidenfeld & Nicolson.
- Yi-Fu Tuan (1974). *Topophilia. A Study of Environmental Perception, Attitudes and Values*. Englewood Cliffs: Prentice Hall.